

Convention financière

Entre :

Le Département du Bas-Rhin, représenté par le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin dûment habilité à cet effet par la délibération du Conseil Départemental du 22 juin 2020,

ci-après dénommé « le Département »,

Et

L'organisme ,
représenté pargestionnaire du ou des EHPAD ...

ci-après dénommé « le bénéficiaire ».

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le Règlement Financier du Département du Bas-Rhin,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 4 avril 2019 adoptant le schéma Autonomie 2019-2023,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 22 juin 2020,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Pour répondre à l'urgence liée à la situation des EHPAD qui ne peuvent plus accueillir les aînés dans des conditions décentes respectant leur dignité, le Conseil départemental du Bas-Rhin, en lien avec l'Agence régionale de santé, s'est mobilisé dans un plan comprenant 14 actions issues d'un groupe de travail associant les élus, les représentants de l'Agence régionale de santé, des responsables et des personnels des EHPAD.

L'axe 1 de ce plan « soigner nos soignants » comprend une action 7 : Financer par l'investissement des projets favorisant la qualité de vie au travail du personnel en EHPAD. Pour cette action, 2 000 000 € sont prévus en investissement par le Département.

Le bénéficiaire a déposé une demande dans le cadre de l'appel à projets lancé par le Département le 11 juillet 2019 pour la mise en œuvre de l'action 7 du plan EHPAD.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par le Département du programme d'investissement au titre de l'action 7 du plan EHPAD.

Le Département s'engage à apporter une aide financière pour le projet d'investissement ci-dessus cité, que le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité.

La subvention du Département devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'investissement tel que précisé ci-avant.

Le Département n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide départementale

2.1. La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

2.2. Le programme d'investissement doit être achevé et payé et la demande de solde doit être envoyée par le bénéficiaire au Département au plus tard le 30/06/2021 sauf prolongation dûment autorisée par le Département.

A défaut d'effectuer la demande de versement du solde dans le délai susvisé, le solde de la subvention sera automatiquement annulé.

Article 3 : Détermination du montant éligible et de la contribution financière

Les équipements retenus, le coût subventionnable, le taux de subvention et le montant de la subvention figurent dans le tableau qui suit :

Equipements retenus	Quantité	Dépense subventionnable	Taux	Subvention

Le montant total de la subvention s'élève à €

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision.

Il s'agit d'une subvention « transférable » faisant l'objet d'une reprise en section d'exploitation permettant de compenser à due concurrence la charge d'amortissement.

Article 4 : Modalités de versement de la contribution financière

4.1. Le Département peut limiter le nombre de versements au bénéficiaire à deux par an ; ils sont effectués sur présentation des justificatifs indiqués à l'article 6.

4.2. Le montant des acomptes et du solde est calculé en multipliant le montant des dépenses éligibles certifiées exactes par le taux de subvention départementale indiqué à l'article 3, déduction faite de l'éventuelle avance et des acomptes déjà versés.

Le montant versé est calculé au prorata de la réalisation effective de l'opération.

Article 5 : Justificatifs

Les versements des acomptes et du solde sont effectués sur production d'états récapitulatifs des dépenses certifiés exacts par le responsable légal et par le trésorier payeur.

L'état récapitulatif des dépenses est accompagné d'une copie des factures ou des justificatifs de dépenses équivalents et du plan de financement définitif.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de l'aide financière

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er} ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services du Département de la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à maintenir la destination de l'investissement spécifié à l'article 1^{er} pendant la durée équivalente au plan d'amortissement, sous peine de s'exposer à un remboursement de l'aide départementale au *pro rata temporis* du nombre d'années manquantes pour maintenir la destination du bien pendant la durée d'amortissement.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide départementale, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier du Département selon les moyens de communication dont il dispose.

Article 8 : Interruption et reversement de l'aide financière

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le défaut total ou partiel du respect des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière du département ;
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués ;
- la non prise en compte des demandes d'aide financière ultérieurement présentées par le bénéficiaire.

Le Département en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.2. Pour la préservation de l'intérêt général, le Département, peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec

accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

Article 10 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 11 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les cocontractants élisent domicile au siège du Département.

Fait à Strasbourg, le 22 juin 2020

Pour le Département,

Pour le bénéficiaire,